



Budget fédéral: L'action commune de la droite et du centre-droit mène au succès

L'essentiel en bref:

- Dans le cadre du budget 2025, le parlement a décidé d'augmenter les dépenses de quelque 600 millions de francs, des hausses qui devaient être compensées ailleurs.
- Les partis bourgeois ont réussi à se mettre d'accord sur ces compensations et à adopter un budget respectant le frein à l'endettement.
- Cette action commune du centre-droit et de la droite sera également nécessaire à l'avenir, lorsqu'il faudra rééquilibrer durablement un budget fédéral surchargé.

Au terme de longues délibérations, le Parlement a adopté un budget fédéral qui respecte les exigences du frein à l'endettement. Ce n'était pas gagné d'avance. Le Conseil fédéral a certes présenté un budget respectant le frein à l'endettement, mais le Parlement a augmenté les dépenses en faveur de l'armée de 530 millions de francs. Les domaines de l'agriculture ainsi que de la formation et de la recherche, entre autres, reçoivent également une enveloppe plus grande que celle prévue par le Conseil fédéral. Ces dépenses supplémentaires devaient être compensées ailleurs.

Les dépenses supplémentaires ont été financées

Pour compenser les dépenses supplémentaires, les deux Commissions des finances avaient élaboré deux propositions qu'il a fallu fusionner pendant les délibérations. Après plusieurs navettes pour éliminer les divergences et une conférence de conciliation, les Chambres ont finalement adopté quelque 45 mesures de financement des dépenses supplémentaires. Les coupes les plus importantes touchent quatre domaines: l'aide au développement, l'asile, l'administration fédérale et le personnel de la Confédération.

La droite et le centre-droite ont réussi à relever les ressources pour l'armée en respectant le frein à l'endettement et à se fédérer, ce qui est positif. Cette alliance est nécessaire pour que la Suisse parvienne à relever les défis du côté de la politique financière.

Alléger le budget fédéral, aussi à long terme

Comme les dépenses augmentent fortement dans le plan financier, en particulier celles de l'**AVS** et l'**armée**, le budget de la Confédération risque de sombrer dans le rouge avec des déficits de plusieurs milliards de francs. Ces dépenses étant inscrites dans la durée, les déficits doivent être supprimés pour respecter les exigences du frein à l'endettement. En janvier 2025, le Conseil fédéral mettra en consultation un programme d'allègement qui agira principalement du côté des dépenses et qui comptera une soixantaine de mesures pour un montant de 3,6 à 4,6 milliards de francs. On peut considérer que les délibérations sur le budget lors de la session d'hiver ont constitué l'échauffement de ce projet financier d'envergure.

Le respect du frein à l'endettement est gage de stabilité financière et de prestations publiques solides pour les citoyennes et les citoyens ainsi que pour l'économie de ce pays. C'est aussi la raison pour laquelle le peuple a inscrit le frein à l'endettement dans la Constitution. Dans ce sens, on peut saluer le travail acharné des parlementaires concernés et engagés en faveur d'un budget 2025 respectant les exigences du frein à l'endettement. Nous comptons sur eux lorsqu'il faudra relever des défis encore plus grands.